Autolimitation de notre défense nationale?

Autor(en): **I.K.**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Pionier : Zeitschrift für die Übermittlungstruppen**

Band (Jahr): **34 (1961)**

Heft 12

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-564454

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Autolimitation de notre défense nationale?

En avril 1959, un mouvement dit «mouvement suisse contre l'armement atomique» a déposé une initiative ainsi conçue: «La fabrication, l'importation, le transit, le stockage et l'utilisation d'armes atomiques de tout genre, ainsi que de leurs parties intégrantes, sont interdits sur tout le territoire de la Confédération.» Dans son rapport daté du 7 juillet 1961, le Conseil fédéral recommande le rejet de l'initiative, en s'appuyant sur des motifs pertinents, militaires, juridiques et philosophiques. Nous devons souhaiter que cet exposé très clair soit connu de la plus grande partie de notre population, au-delà du parlement.

Inversément, le peuple suisse doit savoir que la votation du mois de février n'a pas pour objet, en premier lieu, l'armement atomique de notre armée, armement qui de toute façon ne peut être réalisé pour l'instant. Il s'agit bien plutôt de se prononcer sur des *questions politiques fondamentales.* Cela apparaît clairement à l'esprit de tous ceux qui se souviennent du point de départ de la «campagne contre la mort atomique». Cette campagne a été importée chez nous d'Angleterre et d'Allemagne; elle émane donc de l'*extérieur,* et il n'est pas difficile de reconnaître les tendances dont elle procède. *D'une part* on est en présence d'efforts communistes mal camouflés tendant à affaiblir la défense du monde occidental en provoquant notamment auprès des neutres la panique et les interdictions de certains armements. Nous en voyons la preuve par le fait que cette campagne est soutenue par le Parti du travail, dont l'organe déclare aujourd'hui que cette lutte doit être gagnée à tout prix.

Rappelons aussi, pour les hésitants, les menaces proférées par l'agence Tass en 1958, déclaration qui tentait d'exercer sur notre peuple et ses autorités une pression toujours plus forte. Le fait que des agitateurs moscovites camouflés et des anarchistes désirant se faire valoir se joignent à la campagne ne fait que compléter le tableau. Nous n'entrons pas en discussion avec les représentants de cette tendance; ce sont les ennemis jurés de notre Etat et ils ne sauraient profiter de la tolérance de notre système démocratique.

D'autre part on constate l'activité de certains milieux humanitaires, religieux et pacifistes portés par le désir d'endiguer dans toute la mesure du possible, voire de supprimer la possibilité de destructions en masse. On ne comprend que trop facilement les soucis de ces milieux, dont la méthode ne correspond toutefois pas à la réalité politique. L'attitude de ces personnes manque de réalisme, elle est, de plus, dangereuse. Il est bien clair que le danger atomique ne saurait être éloigné par une renonciation unilatérale, l'armement atomique pouvant alors être utilisé comme moyen de chantage, sans parler de son usage effectif. Cette réalité apparaît très clairement lorsque nous examinons la situation sous l'angle de la politique mondiale actuelle. Les positions occidentales, Berlin notamment, pourraient-elles être tenues sans l'armement atomique des pays de l'ouest qui empêche les pays communistes de recourir aux dernières mesures de l'arbitraire? En proclamant, dans notre Constitution, une «interdiction d'utiliser des armes atomiques sur tout le territoire de la Confédération» nous n'aurons encore rien atteint; les amis de la paix feraient mieux de vouer leurs efforts à faire admettre cette phrase dans la constitution des puissances atomiques!

Les promoteurs non communistes de cette initiative commettent, de plus une faute grave de raisonnement. L'arme atomique n'est plus exclusivement le moyen d'opérer des destructions massives incontrôlées, contre lesquelles on lance la campagne contre la mort atomique. L'arme atomique a subi, au cours des années, des développements très poussés. Il existe actuellement de petits canons sans recul, montés sur jeeps et pouvant être tirés à la main tout comme nos armes anti-chars et nos lance-mines, qui sont en mesure de tirer des projectiles atomiques. Ainsi, la munition atomique peut être sans autre difficulté utilisée contre des buts militaires précis. Cela ne signifie pas que le danger des destructions en masse opérées au moyen de calibres plus forts soit éliminé; c'est la preuve toutefois qu'une interdiction générale des armes atomiques affaiblirait sensiblement notre défense, uniquement pour nous empêcher d'acquérir des moyens de semer la terreur que personne en Suisse n'a jamais l'intention de se procurer.

Enfin, il existe un autre mobile poussant les promoteurs de l'initiative et qui n'est pas fait que de charité humaine et de sens des responsabilités: c'est la peur. Cette peur est compréhensible et personne n'y échappe complètement, à moins de faire preuve d'une très grande légèreté ou d'avoir un caractère suffisamment formé pour compter en tout temps avec la mort. La peur est toujours mauvaise conseillère. Celui qui n'arrive pas à la vaincre, à garder son sang-froid et à agir risque fort, par des actes inconsidérés, d'attirer précisément sur lui le désastre. Ainsi les promoteurs de la devise «mieux vaut être rouge que mort» ont, durant de nombreuses années, préconisé une alternative qui n'existait pas réellement. Il s'agit bien plutôt de savoir si nous préférons nous défendre et faire des sacrifices dans ce but ou si nous voulons être lâches, nous livrer au bon vouloir du communisme. Si les pays occidentaux et les pays neutres adoptent la première attitude, soulignée, cela va sans dire, par un armement moderne et efficace, ils contraindront l'Union Soviétique à abandonner ses prétentions à la domination mondiale, étant donné qu'elle court, en cas de guerre atomique, les mêmes risques que nous-mêmes.

Nous ne saurions dès lors nous affaiblir *volontairement* en renonçant à l'acquisition d'armes atomiques. Nous refusons à prendre, sous l'empire de la peur, une mesure qui ne saurait avoir ni effet moral ni effet défensif réel. D'autre part, nous ne saurions abandonner aux autres la défense de nos libertés au moyen d'armes atomiques pour garder nos «mains pures». Le peuple suisse, dans sa grande majorité, refuse en toute conscience de se laisser pousser par les ennemis de l'Etat à une autolimitation dans ce domaine. Nous souhaitons que, jusqu'au mois de février, de nombreux signataires de l'initiative, ayant cru bien faire à l'époque, revisent leur attitude en tenant compte des considérations qui précèdent. MD.

Transportable Nachrichtenanlagen für grosse Reichweiten

Die amerikanische Heeres-Nachrichtenabteilung führte kürzlich drei transportable Telephon- und Fernschreibanlagen für grosse Reichweiten vor, die an jeden beliebigen Ort gebracht und innert weniger als vier Stunden installiert werden können. Die Anlagen sind so ausgeführt, dass sie beispielsweise in einem Katastrophengebiet, in dem die normalen Fernverbindungen unterbrochen sind, die Verbindung wieder herstellen können.

Die Reichweite der Sende- und Empfangsanlagen beträgt 4000, 8000 und 11 200 km. Die letztgenannte und vermutlich leistungsstärkste derartige Einrichtung ermöglicht gleichzeitig Sendung und Aufnahme auf drei Telephon- und 16 Fernschreibleitungen. Das gesamte System kann in drei Transportflugzeugen verfrachtet werden.

Die nächst kleinere Station von 8000 km Reichweite ist ebenfalls für drei Telephon- und 16 Fernschreibleitungen bestimmt. Die dritte Station kann mittels Hubschrauber befördert werden, stellt Sprech- und Fernschreibverbindungen auf eine Entfernung von 4000 km über einen beziehungsweise vier Kanäle her und kostet rund 120 000 Dollar. Zehn transportable Stationen dieser Type werden gegenwärtig im Heeresauftrag gebaut.

Alle drei Anlagen können auch für Faksimile-Übertragungen oder Bildfunkübertragung adaptiert werden. Die Ersatzteile sind austauschbar mit Bestandteilen der herkömmlichen stationären Heeresnachrichtenanlagen. Die Ausstattung der drei Typen mit Transistoren ermöglicht es, die Anlage robust und doch klein genug für den Lufttransport zu bauen.

Satelliten für zivile Zwecke

Kürzlich wurde von der General Electric Company (USA) die Bildung einer neuen Gesellschaft bekanntgegeben, die als Kernstück für die gemeinsame Beteiligung privater Unternehmen an einem weltweiten zivilen Satelliten-Übermittlungssystem dienen soll. Die neue Gesellschaft, die den Namen «Communication Satellites Inc.» trägt, beabsichtigt, einen Mikrowellen-Relaisdienst für die weltweite Übermittlung von Telephonen, Telegrammen und anderen Nachrichtenverbindungen mit Hilfe von Satelliten zur Verfügung zu stellen. Auf Grund der Annahme, dass gemeinsame Anstrengungen die grösste Kombination zwischen Raum- und Übermittlungsbefugnissen zulassen und die Verfügbarmachung des Systems beschleunigen, sollen nach Genehmigung durch die entsprechenden amerikanischen Regierungsstellen die an einem weltweiten Nachrichtensatelliten-System auf kommerzieller Basis interessierten Raumfahrts- und Übermittlungsgesellschaften aufgefordert werden, sich an der neuen Gesellschaft zu beteiligen. Man nimmt an, dass der internationale Charakter eines Nachrichtensatelliten-Systems sicher auch bei den Regierungen und Übermittlungsgesellschaften anderer Länder den Wunsch nach einer Teilhaberschaft an der neuen Gesellschaft auslösen wird. In der Zwischenzeit und zu Organisationszwecken ist die General Electric Company die alleinige Inhaberin der Communication Satellites Inc.

Um sicherzugehen, dass keine einzige Übermittlungs- oder Raumfahrtsgesellschaft in der Firma die Oberhand gewinnt, schlug die General Electric vor, Aufsichtsorgane zur Überwachung zu bilden und von vornherein festzusetzen, dass die Interessen der beteiligten Unternehmungen — die General Electric Company eingeschlossen — 10% nicht überschreiten. Ausserdem sollen die Dienstleistungen der gemeinsamen Firma auf einer gerechten und gleichmässigen Basis allen allgemeinen Übermittlungsgesellschaften — unabhängig von ihrer Grösse — verfügbar gemacht werden. Für die Beteiligung anderer interessierter Länder müssen ebenfalls Vorkehrungen getroffen werden, damit vor allem auch die verschiedensten Bedürfnisse der einzelnen Nationen berücksichtigt werden. *iK.*

Die Funkhilfe berichtet

Zwei Einsätze der Funkhilfegruppe Uri

Am 23. Juli 1961, 22.00 Uhr, erreichte den Chef der Funkhilfe Uri die Meldung, dass sich zwei Bergsteiger aus Uri in der selten begangenen und als sehr schwer bekannten Pucher-Nordwand in Bergnot befänden. Im Verlaufe der Nacht wird Gruppe Uri aufgeboten und das Material gefasst. Am 24. Juli fahren wir um 04.00 Uhr mit 5 Mann nach Unterschächen, wo wir die SAC-Rettungskolonne treffen. Nach einer kurzen Orientierung durch den Rettungsobmann ergibt sich die Situation folgendermassen: Im Verlaufe des Sonntags wurden durch Alpbewohner der Brunnialp Hilferufe aus der Wand gehört. Nach Dunkelwerden wurden auch Lichtsignale festgestellt. Mit diesen mageren Feststellungen machen sich 20 Mann auf den Weg nach der Brunnialp. Sofort begibt sich eine 8 Mann starke Rettungskolonne, darunter auch ein Mitglied der Funkhilfegruppe mit einem SE-102 auf den schweren Weg. Ein weiteres Mitglied der Gruppe mit einem Gerät geht mit der Kolonne bis zum Einstieg der Wand. Ein 3. Gerät wird weiter im Gelände, von wo aus eine gute Übersicht über die Wand herrscht, postiert. Die Leitstation bleibt auf Brunnialp. Sofort beginnt die Funkverbindung zu spielen. Auch das Telephon auf Brunnialp ist ständig besetzt, gilt es doch, die vielen Anfragen von auswärts zu beantworten und Aufträge ins Tal zu übermitteln. Um 06.30 Uhr kam die Meldung, dass die Rettungskolonne das Funkgerät am Fusse der Wand zurücklassen musste. Um 10.30 Uhr erreicht die Rettungskolonne die Verunglückten ungefähr in der Mitte der Wand. Durch einfache Zeichengebung an die nächstliegende Funkstation wird von der Rettungskolonne ein Helikopter und ein Flugzeug von der Flugwache Kloten mit zusätzlichem Rettungsmaterial angefordert. Sofort wird von uns Funkern mit Unterstützung der Alpbewohner am Fusse der Wand mit Leintüchern ein Landeplatz markiert. Nach knapp einer Stunde sind aber alle von den dort weidenden Kühen gefressen. Sofort wird beim «Hauptquartier» ein zweiter Platz vorschriftsmässig angelegt, das zudringliche Vieh in die weitere Umgebung verjagt. Um die Mittagszeit